

Avenant n° 8 du 23 octobre 2024

à l'accord du 26 novembre 2003
relatif à la prévoyance

NOR : ASET2451040M

IDCC : 112

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNIL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FGA CFDT ;

CFE-CGC Agro ;

FGTA FO,

d'autre part,

il est convenu de ce qui suit :

Préambule

Les soussignés ont réexaminé le régime de prévoyance institué, au profit du personnel non cadre, par l'accord du 26 novembre 2003, étendu par arrêté du 4 mai 2004, et modifié par les sept avenants suivants :

- avenant n° 1 du 10 février 2009, étendu par l'arrêté du 10 juillet 2009 ;
- avenant n° 2 du 15 octobre 2013, étendu par l'arrêté du 15 décembre 2014 ;
- avenant n° 3 du 24 octobre 2018, étendu par l'arrêté du 15 janvier 2020 ;
- avenant n° 4 du 21 octobre 2021, étendu par l'arrêté du 3 juin 2022 ;
- avenant n° 5 du 19 décembre 2022, étendu par l'arrêté du 10 juillet 2023 ;
- avenant n° 6 du 17 novembre 2023, étendu par l'arrêté du 12 mars 2024 ;
- avenant n° 7 du 29 avril 2024, en cours d'extension.

Lors de la conclusion de l'avenant n° 7 du 29 avril 2024, les partenaires sociaux ont amélioré la rente éducation des enfants invalides. Ils ont, par ailleurs, supprimé l'option, en cas de décès du salarié, entre le versement d'une rente éducation et la majoration du capital décès considérant que cette mesure permettra une meilleure prise en charge des enfants des salariés décédés.

Jusqu'à présent, les dispositions afférentes à la garantie décès et à la garantie invalidité permanente et totale de 3^e catégorie étaient identiques. Afin de préserver cette cohérence entre les garanties, le présent avenant correctif supprime également l'option entre la rente éducation et la majoration du capital invalidité permanente et totale figurant à l'article 4.2 de l'accord-cadre du 26 novembre 2023.

Article 1^{er} | Modification de la garantie invalidité permanente et totale du salarié

L'article 4.2 de l'accord du 26 novembre 2003 est modifié comme suit :

« 4.2. Garantie invalidité permanente et totale

Est considéré en situation d'invalidité permanente et totale, le salarié reconnu par la sécurité sociale soit comme invalide 3^e catégorie, soit comme victime d'accident de travail bénéficiant de la rente pour incapacité permanente et totale majorée de la prestation complémentaire pour recours à l'assistance d'une tierce personne.

Versement au salarié, en quatre fois dans l'année civile (un quart par trimestre), suivant la déclaration d'invalidité 3^e catégorie par la sécurité sociale ou la prise d'effet du versement de la rente d'incapacité permanente et totale majorée de la prestation complémentaire pour recours à l'assistance d'une tierce personne, d'un capital comme suit :

- célibataire, veuf ou divorcé : 100 % du salaire de référence ;
- marié, lié par un Pacs ou concubin notoire : 110 % du salaire de référence.

Sur demande du salarié, ce capital pourra être versé en une seule fois.

Le versement des prestations au titre de l'invalidité permanente et totale prévues au présent régime met fin à la garantie décès.

Pour le versement du capital au salarié en situation de concubinage notoire, ce dernier doit apporter la preuve qu'il vit depuis au moins 2 ans en concubinage notoire. De plus, les deux membres du couple concubin doivent être, au regard de l'état civil, libres de tout lien de mariage ou de contrat de Pacs. En cas de naissance ou d'adoption dans le couple concubin, ce délai de 2 ans n'est pas exigé.

Le salaire de référence servant au calcul de la garantie invalidité permanente et totale correspond à la rémunération annuelle brute cumulée ayant donné lieu à cotisations au cours des quatre trimestres civils précédant le classement en invalidité permanente et totale, limitée à la tranche 2 des salaires. La tranche 2 se définit comme la partie de la rémunération de référence comprise entre le plafond annuel de la sécurité sociale et 4 fois celui-ci.

Lorsque la période de référence n'est pas complète, le salaire de référence annuel est reconstitué à partir des éléments de salaire que le salarié aurait perçus s'il avait travaillé. »

Article 2 | Durée et date d'effet

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et il entre en vigueur à compter de sa signature.

Article 3 | Révision et dénonciation

Le présent avenant pourra être révisé et dénoncé dans les conditions prévues au code du travail.

Article 4 | Stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de prévoyance dont doivent bénéficier tout le personnel non-cadre d'entreprise, relevant de la convention collective de l'Industrie laitière et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 5 | Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion, en application du code du travail.

Fait à Paris, le 23 octobre 2024.

(Suivent les signatures.)